

8

Le commerce international





8.1 L'INTÉGRATION DU COMMERCE DES BIENS ET DES SERVICES	354
8.2 LE COMMERCE INTERNATIONAL DES SERVICES	357
8.3 LE COMMERCE INTERNATIONAL DES BIENS	361

La politique commerciale européenne est une compétence communautaire. Sa mise en œuvre est de la compétence de la Commission européenne. Elle tire son fondement juridique de l'article 133 du traité instituant la Communauté européenne. La consultation entre la Commission et les États membres a lieu au sein du «comité de l'article 133». Ce comité consultatif comprend les représentants des 27 États membres et de la Commission européenne. Il examine toutes les questions de politique commerciale touchant la Communauté, notamment les instruments unilatéraux, bilatéraux et multilatéraux.

Les questions commerciales multilatérales sont traitées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Plus de 150 pays sont membres de l'OMC et plusieurs pays candidats sont en phase d'adhésion. L'OMC fixe les règles mondiales régissant les échanges commerciaux et sert de forum pour les négociations commerciales et pour la résolution des différends entre les membres. La Commission européenne négocie avec ses partenaires de l'OMC au nom des États membres européens.

L'UE est l'un des moteurs de l'actuel cycle de négociations commerciales multilatérales de l'OMC, le programme de Doha pour le développement (PDD). Au menu du PDD, citons la poursuite de l'ouverture des marchés et le renforcement continu

de l'assise réglementaire: autant d'objectifs étayés par l'engagement de prendre les mesures nécessaires à l'intégration des pays en voie de développement dans le système commercial mondial. Afin de contribuer au recul de la pauvreté, le dernier cycle de négociations vise principalement à ancrer le développement dans le système commercial mondial. Toutefois, lors de sa réunion des 27 et 28 juillet 2006, le Conseil général, l'organe de décision suprême de l'OMC, a soutenu une recommandation de son Directeur général visant à suspendre les négociations de Doha afin de permettre aux participants d'accomplir un sérieux travail de réflexion quant à la voie à suivre. Un des obstacles à un nouvel accord provient de désaccords liés à l'accès au marché agricole et au soutien national apporté au secteur de l'agriculture et de l'ouverture du commerce des services⁽⁶³⁾. Le mois de novembre 2006 a connu une reprise «souple» du travail qui a conduit à la mise en circulation, en juillet 2007, des premières versions d'un texte sur les modalités (propositions de négociations) par les présidents des organes de négociation sur l'agriculture et sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). La discussion de ces textes, dans le cadre du processus multilatéral, a repris à l'automne 2007.

(63) Pour plus d'informations: <http://ec.europa.eu/trade> et <http://www.wto.org>.

LES DONNÉES EUROSTAT DANS CE DOMAINE:

Économie et finances

Balance des paiements – transactions internationales

Commerce extérieur

Données agrégées du commerce extérieur

Données détaillées du commerce extérieur

8.1 L'INTÉGRATION DU COMMERCE DES BIENS ET DES SERVICES

INTRODUCTION

Les statistiques du commerce international sont très largement utilisées par les décideurs publics et privés. Les entreprises s'en servent par exemple pour effectuer des études de marché et définir leur stratégie commerciale. Les décideurs des organismes publics les utilisent également dans une large mesure aux niveaux national, européen et international. Dans le cas des autorités communautaires, les statistiques du commerce international permettent de préparer les négociations commerciales bilatérales et multilatérales, de définir et de mettre en œuvre les politiques antidumping ainsi que d'évaluer les progrès du marché unique ou l'intégration des économies européennes.

DÉFINITIONS ET DISPONIBILITÉ DES DONNÉES

Au sein de l'UE, il existe deux principales sources de statistiques relatives au commerce international. Les statistiques du commerce extérieur constituent la première source. Elles fournissent des informations sur le commerce de biens et sont recueillies à partir des déclarations douanières et de TVA. Les statistiques du commerce extérieur donnent des informations sur la valeur et les volumes (quantité) du commerce international de biens et apportent de nombreux détails sur le type de produits. La deuxième source principale est constituée des statistiques de la balance des paiements (BDP) qui enregistrent toutes les opérations réalisées par une économie avec le reste du monde. Le compte des transactions courantes de la balance des paiements fournit des informations non seulement sur le commerce international de biens (la catégorie la plus large en général) mais aussi sur les transactions internationales de services, les revenus (la rémunération des salariés et les revenus des investissements) et les transferts courants. Pour toutes ces transactions, la balance des paiements enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits), dont la différence est souvent appelée «solde» (excédent ou déficit).

L'intégration du commerce de biens et de services est mesurée comme la valeur moyenne des débits et des crédits (d'abord ajoutés ensemble, puis divisés par deux) exprimée en pourcentage du PIB. Cet indicateur est calculé pour les biens et pour les services, sur la base des données de la balance des paiements. Des valeurs plus élevées signifient une intégration plus importante dans l'économie internationale. Il est normal que les plus petits pays recourent plus souvent au commerce international puisqu'ils ont davantage tendance à importer des biens et des services qui ne sont pas produits dans leur marché intérieur.

CONCLUSIONS PRINCIPALES

L'économie de l'EU-27 était plus intégrée à l'économie internationale en 2006 (en termes de crédits et de débits comme part du PIB) qu'à toute autre période au cours des cinq dernières années. La valeur moyenne des flux commerciaux de biens de l'EU-27 correspondait à 10,8 % du PIB en 2006, soit un taux bien plus élevé que le niveau relativement faible de 8,6 % relevé en 2003, reflétant la forte reprise de l'activité économique. Bien que le volume du commerce international de services soit inférieur à celui des biens, l'intégration du commerce de services a également augmenté par rapport au niveau relativement faible de 2003 pour atteindre 3,6 % du PIB en 2006.

En ce qui concerne les échanges de biens, l'EU-27 affichait un déficit commercial avec le reste du monde à hauteur de -1,5 % du PIB en 2006, tandis qu'elle enregistrait un excédent dans les services équivalent à 0,6 % du PIB. Les différences entre les États membres étaient considérables, reflétant entre autres facteurs la taille relative du pays et les divergences entre les structures économiques respectives. Les déficits commerciaux dans le domaine des biens correspondaient à un cinquième du PIB pour Chypre, la Lettonie et la Bulgarie. À l'opposé, les excédents commerciaux dans le domaine des biens enregistrés en Irlande, en Allemagne et aux Pays-Bas correspondaient respectivement à 14,3 %, 6,8 % et 6,7 % du PIB en 2006 ; il s'agissait des niveaux relatifs les plus élevés parmi les États membres. Par rapport au PIB, d'importants excédents commerciaux dans le domaine des services ont été enregistrés en 2006 au Luxembourg, à Chypre et à Malte.

SOURCES**Ouvrages statistiques**

European Union international transactions – analytical aspects – detailed tables on CD-ROM – data 1991-2001 (PDF)

Pocketbooks

EU economic data pocketbook

Méthodologies et documents de travail

Differences between balance of payments and foreign trade statistics

Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International (MBP5)

Balance of payments vade-mecum

Données Internet**Données agrégées du commerce extérieur**

Commerce extérieur: indicateurs à long terme

Part de l'Union européenne dans le commerce mondial

Balance des paiements – transactions internationales

Statistiques de la balance des paiements

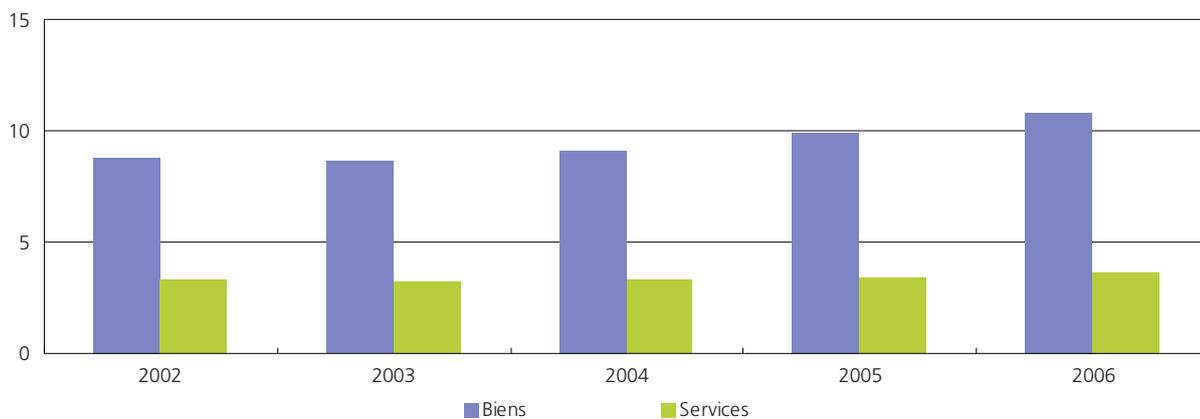
Balance des paiements de la zone euro (source BCE)

Balance des paiements de l'Union européenne

Balance des paiements par pays

Figure 8.1: Intégration du commerce dans l'EU-27

(en % du PIB)



Source: Eurostat (tsier064 et tsier065)

Intégration du commerce des biens en pourcentage du PIB (produit intérieur brut). Moyenne des importations et exportations du poste marchandises de la balance des paiements divisée par le PIB. Si l'indice augmente dans le temps, cela signifie que le pays/la zone devient davantage intégré(e) dans l'économie internationale.

Intégration du commerce des services en pourcentage du PIB (produit intérieur brut). Moyenne des importations et exportations du poste services de la balance des paiements divisée par le PIB. Si l'indice augmente dans le temps, cela signifie que le pays/la zone devient davantage intégré(e) dans l'économie internationale.

Tableau 8.1: Part des biens et des services dans le PIB, 2006

(en % du PIB)

	Biens			Services		
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde
EU-27	10,1	11,5	-1,5	3,8	3,3	0,6
Zone euro	16,5	16,2	0,3	5,1	4,6	0,4
Belgique	71,3	70,4	1,0	15,0	13,4	1,6
Bulgarie	47,8	71,7	-23,9	15,9	12,0	4,0
République tchèque	66,7	64,0	1,8	9,6	7,9	0,9
Danemark	32,7	31,8	0,9	19,1	16,8	2,3
Allemagne	38,8	32,0	6,8	6,0	7,5	-1,6
Estonie	60,5	75,6	-15,1	22,7	15,1	7,6
Irlande	47,5	33,2	14,3	31,5	35,5	-4,0
Grèce	:	:	:	:	:	:
Espagne	17,5	25,8	-8,2	8,6	6,3	2,2
France	21,5	23,2	-1,7	5,2	4,8	0,4
Italie	22,5	23,1	-0,7	5,3	5,4	-0,1
Chypre	6,9	34,4	-27,5	41,3	13,8	20,7
Lettonie	30,9	55,6	-24,7	12,4	12,4	6,2
Lituanie	46,4	63,2	-12,6	12,6	8,4	4,2
Luxembourg	38,4	50,2	-11,8	121,1	70,9	50,2
Hongrie	65,6	66,7	-1,1	12,2	10,0	1,1
Malte	39,8	59,7	-19,9	39,8	19,9	19,9
Pays-Bas	57,6	50,9	6,7	12,2	11,8	0,4
Autriche	43,4	43,0	0,0	14,3	10,1	4,3
Pologne	34,3	36,5	-2,2	5,9	5,5	0,7
Portugal	22,6	32,9	-11,0	9,0	5,8	3,2
Roumanie	26,8	39,1	-12,4	6,2	6,2	0,0
Slovénie	55,8	59,1	-3,3	9,9	9,9	3,3
Slovaquie	75,1	81,9	-4,6	9,1	9,1	2,3
Finlande	37,1	31,7	5,4	7,8	7,2	0,0
Suède	38,6	33,0	5,6	13,1	10,5	2,6
Royaume-Uni	18,8	24,7	-6,0	9,6	7,3	2,3
Croatie	23,4	49,7	-23,4	23,4	8,8	17,5
Turquie	22,9	33,3	-10,4	6,0	2,8	3,5
Norvège	36,7	18,7	18,0	9,7	9,3	0,4
Japon	14,1	12,3	1,9	2,7	3,1	-0,4
États-Unis	7,8	14,1	-6,3	3,1	2,6	0,5

Source: Eurostat (tec00039, tec00040 et tec00001)

La balance des paiements est un compte qui enregistre les transactions internationales d'un pays avec le reste du monde. Elle comporte deux grandes subdivisions: le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières. Le compte des transactions courantes comporte lui-même quatre composantes: biens, services, revenus, transferts courants. Pour chacun de ces éléments, le compte des transactions courantes enregistre la valeur de exportations (crédits) et des importations (débits).

Le PIB (produit intérieur brut) est un indicateur de la situation économique d'une nation. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays et les calculs par tête permettent de comparer des économies présentant d'importantes différences en taille absolue.

8.2 LE COMMERCE INTERNATIONAL DES SERVICES

INTRODUCTION

Les services couvrent une gamme très diverse de produits et d'activités intangibles qu'il est difficile de résumer en une simple définition. Bien souvent, il est également difficile de séparer les services des biens avec lesquelles ils peuvent être associés ou groupés à différents niveaux. Le commerce de biens peut indistinctement comprendre les frais de gestion comme l'assurance, les contrats d'entretien, les frais de transport ou le paiement de redevances/licences.

Les services diffèrent des biens en de nombreux points, le plus souvent en ce qui concerne le caractère immédiat de la relation entre le fournisseur et le consommateur. De nombreux services ne sont pas transportables, en d'autres termes, ils nécessitent une proximité géographique du fournisseur et du client. Ainsi, la prestation d'un service hôtelier nécessite que l'hôtel se situe dans l'endroit où le client souhaite séjourner, un service de nettoyage destiné à une entreprise ne peut être assuré que sur le site de l'entreprise et une coupe de cheveux nécessite que le coiffeur comme le client soient présents dans le même lieu. Cette exigence de proximité implique que les diverses transactions de services prennent en compte le facteur de mobilité. Ainsi, il est important que les services soient offerts par le biais de modes d'approvisionnement variés.

D'après l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), la classification en quatre modes des transactions internationales de services, qui constitue le cadre généralement accepté pour l'analyse des services, englobe:

- la fourniture transfrontalière (mode 1) d'un service, d'une juridiction à une autre;
- la consommation à l'étranger (mode 2) nécessite la présence de consommateurs dans le pays de résidence du fournisseur;
- la présence commerciale (mode 3), selon laquelle un fournisseur de services crée une société basée à l'étranger, une coentreprise, un partenariat ou un autre établissement situé dans le pays de résidence du consommateur afin de proposer des services aux personnes du pays d'accueil;
- la présence de personnes physiques (mode 4), qui implique que des travailleurs indépendants ou les salariés d'un fournisseur de services se rendent temporairement à l'étranger pour fournir un service dans le pays de résidence du consommateur.

Les personnes qui cherchent à accéder au marché de l'emploi d'un autre pays de manière permanente ou pour obtenir la nationalité ou encore pour y résider ne sont pas comprises dans cette catégorie.

En général, les services ne sont pas homogènes ni ne font l'objet d'une production en masse. Nombre d'entre eux sont personnalisés en fonction des goûts et des besoins des entreprises et des clients. Pour qu'un commerce international de ces services non transportables existe, soit le consommateur doit aller au fournisseur, soit le fournisseur doit aller au consommateur.

DÉFINITIONS ET DISPONIBILITÉ DES DONNÉES

Les principales références méthodologiques en matière de production de statistiques sur le commerce international de services sont la cinquième édition du manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international (MBP5) et le manuel des statistiques du commerce international des services publié par les Nations unies. La ventilation des statistiques d'Eurostat sur le commerce international de services comprend trois sous-catégories: transports, voyages et autres services:

- la rubrique «transports» couvre les services fournis par tous les modes de transport: maritime, aérien et autres (qui comprend les transports spatial, ferroviaire, routier, par voie navigable intérieure et par pipeline). Les différents types de services offerts comprennent le transport de passagers, le transport de biens et d'autres services auxiliaires et annexes (tels que le stockage et l'entreposage);
- au débit de la rubrique «voyages» figurent les biens et les services acquis par des résidents séjournant à l'étranger pendant moins d'un an. Au crédit figurent les dépenses de même type effectuées par les voyageurs étrangers sur le territoire national. La rubrique voyages comporte deux catégories principales, c'est-à-dire les voyages d'affaires et les voyages d'agrément (loisirs, études, liés à la santé, etc.). Il convient de noter que les coûts de transport international du voyageur vers une destination sont enregistrés sous la rubrique transports mais que tous les mouvements au sein d'un pays, y compris les croisières, sont enregistrés sous la rubrique voyages;
- la rubrique «autres services» comprend les transactions internationales qui ne sont pas couvertes par les rubriques transports et voyages (telles que les services de communication, les services de bâtiment et travaux publics, les services d'assurance, les services financiers, les services d'informatique et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises, les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs, ou encore les services fournis ou reçus par les administrations publiques).

Dans les statistiques de la balance des paiements, la répartition géographique du compte des transactions courantes de l'UE se fait en fonction du lieu de résidence du partenaire commercial. Eurostat fournit des informations détaillées sur la ventilation géographique du commerce international de services de l'UE, en distinguant:

- les opérations intra-UE, qui correspondent à la somme des opérations déclarées par les États membres de l'UE avec les autres États membres de l'UE; et
- les opérations extra-UE, qui correspondent aux opérations déclarées par les États membres de l'UE avec des pays situés hors de l'UE. Les opérations extra-UE sont ensuite ventilées de manière détaillée par zone partenaire, par exemple par pays (tel que la Bulgarie, les États-Unis ou le Japon), par zone économique (telle que les pays de l'OCDE, de l'ACP ou de l'ALENA) et par zone géographique (telle que l'Afrique, l'Asie ou l'Amérique du Nord);
- les opérations mondiales sont égales à la somme des opérations intra-UE et des opérations extra-UE.

Enfin, il est important de noter que la classification du commerce international de services selon le MBP5 n'est pas cohérente avec la classification AGCS en quatre modes du commerce de services. Les statistiques de la balance des paiements présentées dans ce chapitre concernent en général les services faisant l'objet d'un commerce international principalement pour les modes 1 et 2, et, dans une certaine mesure, le commerce effectué par le biais du mouvement de personnes physiques (une partie des services informatiques et d'information, des autres services aux entreprises, et des services personnels, culturels et relatifs aux loisirs) et par le biais de la présence commerciale (une partie des services de bâtiments et travaux publics). Ainsi, étant donné que les statistiques de la balance des paiements disposent d'une couverture limitée des modes, il est nécessaire de consulter d'autres sources d'informations relatives aux autres modes d'approvisionnement afin de donner une image plus complète du commerce des services ⁽⁶⁴⁾.

CONCLUSIONS PRINCIPALES

L'importance des services au sein des économies européennes continue de croître; en 2006, ils ont contribué pour 71,7 % de la valeur ajoutée brute dans l'EU-27. Toutefois, cette importance n'est presque pas visible en termes de commerce international. Selon la Commission européenne (Quarterly Report on the Euro Area, vol. 5, No. 2), les secteurs des services ont exporté, en moyenne, moins de 6 % de leur production, contre près de 40 % pour le secteur manufacturier. En effet, contrairement à une idée généralement admise, la part des services dans le commerce total est restée relativement stable à environ 20 % au cours des deux dernières décennies, alors que la part de la production et de l'emploi dans ce domaine a constamment augmenté.

(64) Pour de plus amples détails sur les autres sources, voir le Manuel des statistiques du commerce international des services, élaboré conjointement par le FMI, l'OCDE, Eurostat, l'OMC, l'ONU et CNUCED.

L'EU-25 reste toutefois le plus grand opérateur mondial de services internationaux ⁽⁶⁵⁾ et le système d'échange ne cesse de croître au sein de plusieurs domaines de l'économie de services. En 2006, l'EU-27 a enregistré un excédent de 68 500 millions d'euros dans les transactions de services avec le reste du monde, ce qui se traduit par des crédits s'élevant à 441 600 millions d'euros et des débits à 373 100 millions d'euros. Il s'agissait d'une croissance considérable par rapport à l'excédent de 52 900 millions d'euros enregistré en 2005. L'Amérique du Nord (comprenant les États-Unis, le Canada et le Groenland) constituait le principal partenaire commercial extérieur de l'EU-27 dans les transactions de services, représentant 32,8 % des crédits de l'EU-27 et 35 % de ses débits (commerce intracommunautaire non inclus). Il est important de souligner que près de 60 % du commerce de services de l'UE ont été effectué entre les États membres (transactions intracommunautaires).

En 2006, le Royaume-Uni a enregistré un crédit net (extra et intra-UE cumulé) de 42 800 millions d'euros en termes de transactions de services, soit le montant le plus élevé parmi les États membres et presque le double du deuxième montant le plus élevé enregistré en Espagne (22 100 millions d'euros). À l'opposé, l'Allemagne a recensé en 2006 le déficit net des transactions de services le plus important parmi les États membres, avec 35 900 millions d'euros.

En 2006, les catégories transports, voyages et autres services aux entreprises ont représenté un peu moins des trois quarts des crédits (69,6 %) et débits (74,2 %) de l'EU-27 dans le commerce international de services. L'excédent de 31 200 millions d'euros relevé pour la catégorie autres services aux entreprises était l'excédent le plus important dans le secteur des services de l'EU-27 en 2006, suivi de près par les 24 500 millions d'excédent recensés pour les services financiers. En revanche, les redevances et les droits de licence ont enregistré un déficit de 9 200 millions d'euros et les voyages, un déficit de 14 000 millions d'euros.

(65) Le commerce international de services fait principalement référence aux modes 1 et 2, et dans une moindre mesure, à d'autres modes de fourniture de services. Les données ne tiennent pas compte des ventes des filiales étrangères – mode 3.

SOURCES

Ouvrages statistiques

European Union international trade in services – analytical aspects – data 1997-2005

Méthodologies et documents de travail

Manual on statistics of international trade in services (PDF)

Methodological soundness questionnaire – report on responses to the Eurostat-OECD questionnaire on the measurement of trade in services in the balance of payments

Données Internet

Balance des paiements – transactions internationales

Commerce international de services: ventilation géographique

Échanges internationaux de services (à partir de 2004)

Échanges internationaux de services – indicateurs structurels

Total des services, ventilation géographique détaillée par État Membre de l'UE (à partir de 2002)

Tableau 8.2: Commerce international de services (1)

(en milliards d'euros)

	Crédits			Débits			Net	
	2005	2006	Croissance 2005-2006 (en %)	2005	2006	Croissance 2005-2006 (en %)	2005	2006
EU-27	402,9	441,6	9,6	350,0	373,1	6,6	52,9	68,5
Zone euro	399,8	425,6	6,5	367,9	390,5	6,1	31,8	35,0
Belgique	45,2	47,4	4,9	41,2	42,2	2,6	4,0	5,1
Bulgarie	3,5	4,1	18,9	2,8	3,2	13,0	0,7	1,0
République tchèque	9,5	10,6	11,9	8,2	9,4	13,8	1,2	1,2
Danemark	35,4	41,8	18,1	30,3	36,6	21,0	5,1	5,2
Allemagne	126,9	139,1	9,6	166,9	175,0	4,8	-40,0	-35,9
Estonie	2,6	2,8	7,9	1,7	2,0	12,7	0,8	0,8
Irlande	48,2	55,1	14,2	57,5	62,5	8,6	-9,3	-7,4
Grèce	27,6	28,4	2,9	11,9	13,0	9,8	15,7	15,3
Espagne	76,2	84,5	10,8	54,0	62,3	15,4	22,2	22,1
France	95,6	94,2	-1,4	85,0	86,0	1,2	10,6	8,3
Italie	71,9	78,4	9,1	72,4	79,9	10,4	-0,5	-1,5
Chypre	5,2	5,8	10,3	2,2	2,4	9,0	3,1	3,4
Lettonie	1,8	2,1	20,6	1,3	1,6	25,2	0,5	0,5
Lituanie	2,5	2,9	15,0	1,7	2,0	21,9	0,8	0,9
Luxembourg	32,9	40,6	23,5	19,8	24,0	21,4	13,1	16,6
Hongrie	10,3	10,6	2,8	9,2	9,3	0,5	1,1	1,3
Malte	1,6	2,1	28,0	1,0	1,3	34,5	0,6	0,8
Pays-Bas	74,0	75,0	1,4	67,9	72,4	6,6	6,1	2,6
Autriche	40,6	37,0	-8,8	36,4	25,9	-28,8	4,1	11,1
Pologne	13,1	16,3	24,8	11,5	14,6	26,6	1,6	1,7
Portugal	12,3	14,1	15,4	8,4	9,2	9,9	3,8	4,9
Roumanie	4,1	5,5	34,6	4,4	5,5	23,9	-0,3	0,0
Slovénie	3,1	3,5	9,7	2,3	2,6	12,6	0,8	0,9
Slovaquie	3,5	4,3	21,8	3,3	3,8	15,2	0,3	0,5
Finlande	13,7	12,8	-6,2	12,2	12,4	1,5	1,4	0,4
Suède	34,5	39,4	14,0	26,2	29,0	10,7	8,4	10,4
Royaume-Uni	168,4	182,8	8,5	132,5	139,9	5,6	36,0	42,8
Croatie	8,0	8,4	4,3	2,7	2,8	1,0	5,3	5,6
Turquie	21,4	19,6	-8,7	9,1	8,9	-2,5	12,3	10,6
Norvège	23,6	26,2	11,2	23,8	25,1	5,3	-0,2	1,2
Japon	88,6	93,4	5,5	107,9	108,0	0,0	-19,3	-14,5
États-Unis	309,1	333,6	7,9	253,7	273,0	7,6	55,4	60,6

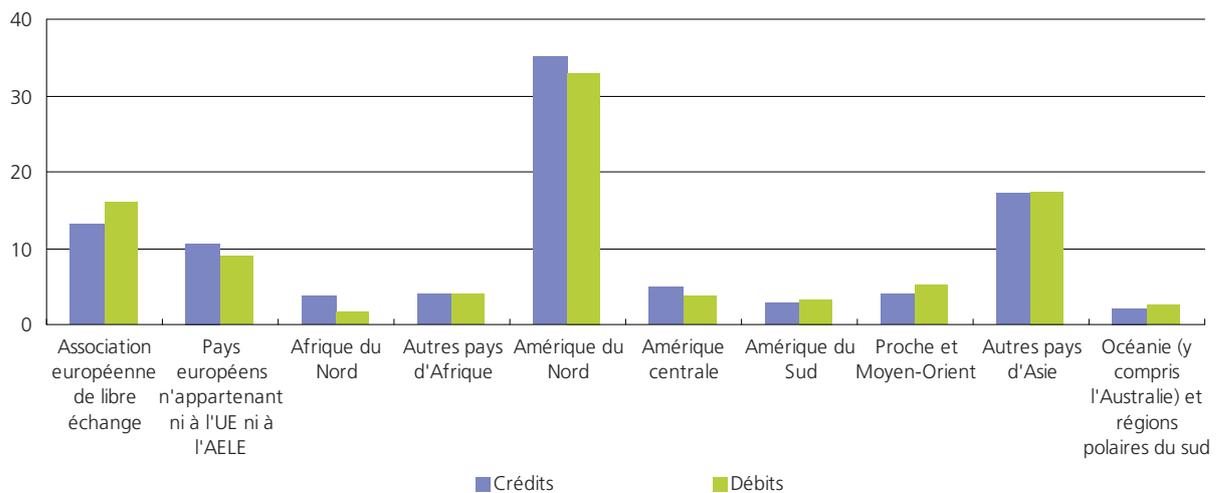
(1) Les transactions sont enregistrées par rapport au reste du monde; le partenaire de l'EU-27 est hors de l'EU-27, le partenaire de la zone euro est hors de la zone euro, le partenaire des États membres est le reste du monde.

Source: Eurostat (tec00040)

La balance des paiements enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde. Elle comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital. La balance des transactions courantes se subdivise elle-même en biens, services, revenus et transferts courants; elle enregistre la valeur des exportations (crédits) et des importations (débits). La différence entre ces deux valeurs est le solde.

Figure 8.2: Commerce international de services dans l'EU-27, 2006

(en % des crédits et des débits extra-EU-27)



Source: Eurostat (tec00080 et tec00081)

Tableau 8.3: Evolution du commerce de services, par partenaire choisi, dans l'EU-27

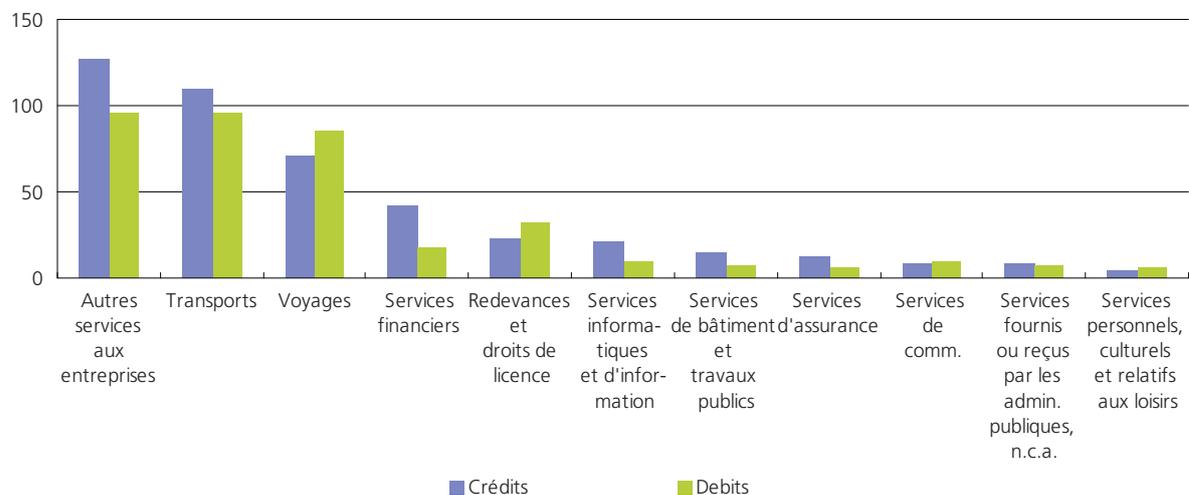
(en milliards d'euros)

	2004			2005			2006		
	Crédits	Débits	Net	Crédits	Débits	Net	Crédits	Débits	Net
Total	368,1	321,7	46,4	402,9	350,0	52,9	441,6	373,1	68,5
États-Unis	117,9	109,3	8,6	123,2	118,2	4,9	134,7	122,1	12,6
AELE	61,3	44,9	16,4	65,4	49,0	16,4	70,4	49,4	21,1
Japon	18,4	11,1	7,3	19,6	12,3	7,3	18,9	12,9	6,0
Russie	9,4	7,4	2,0	12,3	9,1	3,2	14,2	10,8	3,4
Chine	9,3	7,7	1,7	12,3	9,6	2,7	12,8	11,3	1,4
Canada	8,3	7,1	1,2	9,0	7,6	1,3	10,2	8,2	2,0
Inde	3,9	3,9	-0,1	5,4	4,8	0,6	7,0	5,5	1,4
Hong Kong	7,1	5,2	1,9	8,3	5,6	2,6	6,9	6,7	0,2
Brésil	3,7	3,5	0,3	4,6	4,0	0,6	5,2	4,6	0,5
Reste du monde	128,7	121,7	7,0	142,8	129,7	13,2	161,3	141,5	19,8

Source: Eurostat (bop_its_det)

Figure 8.3: Commerce international de services par catégorie principale dans l'EU-27, 2006

(en milliards d'euros)



Source: Eurostat (tec00063, tec00058, tec00062, tec00069, tec00071, tec00070, tec00067, tec00068, tec00066, tec00065 et tec00064)

8.3 LE COMMERCE INTERNATIONAL DES BIENS

INTRODUCTION

Actuellement, la valeur du commerce international de biens excède celle des services, reflétant notamment le caractère hautement transportable des biens et, d'une certaine manière, leur homogénéité croissante au sein d'un même groupe de produits (en particulier parce qu'il est nécessaire de répondre aux diverses normes internationales). Toutefois, le commerce international de biens fait l'objet d'un contrôle accru en ce qui concerne la pollution (générée en particulier par le transport aérien et maritime de biens) et d'autres conséquences environnementales, les droits des travailleurs, les normes sanitaires et de sécurité, l'acquisition de ressources et les conséquences sur la diversité culturelle. On peut considérer comme un défi le fait d'intégrer ces préoccupations sociales et environnementales (qui sont rarement prises en compte dans la valeur des biens) dans les développements commerciaux, de façon à améliorer les perspectives économiques durables dans le monde.

En ce sens, les statistiques commerciales relatives aux biens sont très importantes, non seulement pour évaluer l'efficacité des parts de marché et des politiques actuelles, mais aussi pour contribuer à définir de nouvelles politiques ou stratégies commerciales.

DÉFINITIONS ET DISPONIBILITÉ DES DONNÉES

Globalement, l'objectif des statistiques du commerce international de biens est d'enregistrer tous les biens qui viennent s'ajouter ou se soustraire au stock de ressources matérielles d'un pays en pénétrant sur son territoire ou en en sortant. Par leur nature, les statistiques du commerce international font référence aux biens transportables.

La composante la plus importante des statistiques du commerce international concerne les opérations supposant le transfert effectif ou prévu de la propriété contre rémunération. Néanmoins, ces statistiques couvrent également les mouvements de biens sans transfert de propriété, tels que les opérations réalisées en vue ou à la suite d'un travail à façon (par exemple, la transformation des textiles).

Les exportations sont enregistrées à leur valeur «franco à bord» (fab) et les importations à leur valeur «coût, assurance, fret» (caf). Par conséquent, et contrairement aux statistiques de la balance des paiements, les valeurs se rapportant aux importations incluent les frais, tels que le transport et l'assurance, liés à la part du transport s'effectuant en dehors du territoire statistique du pays importateur. Les valeurs se rapportant aux exportations correspondent à la valeur des biens à la date à laquelle et au lieu où ils quittent le territoire statistique du pays exportateur.

Les données sur le commerce international concernant l'Union européenne et la zone euro sont calculées comme la somme des échanges avec les pays situés hors de ces zones. Autrement dit, chacune de ces zones géographiques est considérée comme une entité commerciale à part entière, les flux commerciaux mesurés étant ceux qui entrent et sortent de la zone, mais pas ceux à l'intérieur de la zone. En outre, les flux commerciaux internationaux des différents États membres et des autres pays sont en général présentés avec le reste du monde comme le partenaire commercial, y compris les échanges avec les autres États membres (commerce intra-UE).

Les statistiques du commerce extérieur recensent les valeurs et les volumes à l'importation et à l'exportation des biens, à l'aide d'une classification des produits. Une des classifications les plus courantes pour étudier les statistiques agrégées des produits est la Classification type pour le commerce international des Nations unies (CTCI Rév. 3). Elle permet d'effectuer une comparaison à l'échelle mondiale. Les produits agroalimentaires sont des produits alimentaires issus de l'agriculture. Ils sont classés par référence aux sections 0 et 1 de la CTCI. Par «commerce de matières premières», on entend le commerce des produits définis par référence aux sections 2 et 4 de la CTCI. Par «commerce de produits énergétiques», on entend le commerce des produits classés par référence à la section 3 de la CTCI. Par «commerce de produits chimiques», on entend le commerce des produits classés par référence à la section 5 de la CTCI. Par «commerce de machines et de matériel de transport», on entend le commerce des produits classés par référence à la section 7 de la CTCI, et par «commerce d'autres biens manufacturés», le commerce des produits classés par référence aux sections 6 et 8.

CONCLUSIONS PRINCIPALES

L'EU-27 représente un peu moins d'un cinquième des importations et des exportations mondiales de biens. En 2006, l'EU-27 a exporté des biens vers des pays non-membres pour une valeur de 1 157 milliards d'euros et a importé des biens de ces mêmes pays pour 1 350 milliards d'euros. L'EU-27 a exporté 331 milliards d'euros de biens de plus que les États-Unis en 2006, mais en a importé 178 milliards d'euros de moins. Il convient d'observer que l'EU-27 importe moins de biens que l'EU-15, ce qui s'explique par le fait qu'une partie des importations de l'EU-15 venait des pays ayant rejoint l'UE en 2004 et en 2007, et que ces importations ne sont pas incluses dans le commerce extérieur de l'EU-27.

Depuis 1999 (année à partir de laquelle les données sur les échanges sont disponibles pour l'EU-27), l'EU-27 a enregistré des déficits commerciaux annuels consécutifs pour les biens en général, bien que le niveau de ces déficits ait considérablement fluctué. Ces déficits commerciaux pour les biens ont eu tendance à diminuer fortement au cours des périodes de stagnation ou de baisse de l'activité économique, tandis qu'ils augmentaient au cours des périodes d'expansion. Le déficit commercial de l'EU-27 pour les biens s'élevait à 193 milliards d'euros en 2006, soit le niveau le plus élevé sur les sept années depuis 1999 et qui dépasse de loin le déficit commercial le plus faible de 45 milliards enregistré en 2002.

Un peu plus des deux-cinquièmes (43,5 %) de la valeur des exportations de biens de l'EU-27 vers des pays non-membres en 2006 concernaient les machines et le matériel de transport. Un autre quart (25,4 %) concernait la catégorie des autres produits manufacturés. Bien que ces deux groupes de produits aient représenté également une courte majorité (55 % en part cumulée) de biens importés dans l'EU-27 depuis des pays non-membres en 2006, cette proportion n'a cessé de chuter alors qu'elle s'élevait à 61,8 % cinq ans auparavant (en 2001). Ce changement dans la composition relative des importations reflète largement la forte augmentation de la valeur des combustibles minéraux, des lubrifiants et des produits connexes. Ces biens représentent désormais environ un quart (25,1 %) de la valeur du total des importations de biens, contre 16,1 % en 2001. Une partie de cette

hausse rapide de l'importance relative des importations de combustibles minéraux peut être attribuée à l'augmentation des prix de ces produits. Toutefois, avec l'appauvrissement des ressources énergétiques naturelles et les changements intervenus dans son bouquet énergétique, l'UE est de plus en plus dépendante des importations de combustibles et d'énergie. Pour en savoir plus, voir le chapitre 11 consacré à l'énergie.

Les États-Unis étaient de loin le marché le plus important pour les exportations de biens de l'EU-27 en 2006, représentant 23,2 % de toutes les exportations vers des pays non-membres, soit une proportion bien supérieure à celle de la Suisse (7,5 %), le deuxième marché le plus important. Cependant, la Chine a supplanté les États-Unis pour devenir la principale source d'importations de biens en 2006. La part des importations de biens extra-EU-27 en provenance de Chine a nettement augmenté, atteignant 14,4 % en 2006, alors que la part des États-Unis est tombée à 13,2 %.

Néanmoins, le commerce de biens entre les États membres (le marché intérieur européen) était de loin le plus important marché pour les biens produits au sein de l'EU-27; les exportations de biens intra-UE s'élevaient à 2 489 milliards d'euros en 2006, un petit peu

plus du double de la valeur des exportations vers des pays non-membres. En effet, dans chacun des États membres, la majeure partie des échanges de biens en 2006 a eu lieu avec d'autres États membres (commerce intra-UE), par opposition à ceux réalisés avec des pays tiers (commerce extra-UE). La part de ces deux flux dans le commerce total de biens variait considérablement d'un État membre à un autre, reflétant dans une certaine mesure les liens historiques et la situation géographique de chacun. Ce sont en République tchèque, au Luxembourg et en Slovaquie que les plus hauts niveaux d'intégration commerciale dans l'UE ont été enregistrés. Pour chacun de ces pays, le commerce de biens intra-UE représentait plus de 80 % du total de son commerce de biens. En revanche, moins de 60 % environ du commerce de biens en Italie, en Grèce, en Bulgarie, au Royaume-Uni, en Finlande et à Malte correspondaient au commerce intra-UE.

Contrairement à la situation du commerce de services, l'Allemagne a enregistré, en 2006, l'excédent commercial pour les biens le plus élevé (extra- et intra-UE cumulé), estimé à 162 milliards d'euros, tandis que le Royaume-Uni connaissait le déficit commercial pour les biens le plus important avec 28 milliards d'euros.

SOURCES

Ouvrages statistiques

External and intra-European Union trade – statistical yearbook – data 1958-2006

External and intra-European Union trade – bulletin mensuel

Échanges commerciaux intra- et extra-UE – données mensuelles – nomenclature combinée (DVD)

Pocketbooks

External and intra-European Union trade – pocketbook – data 1999-2004

Méthodologies et documents de travail

Statistics on the trading of goods – user guide

Quality report on international trade statistics – 2007 edition

External trade by enterprise characteristics

Sections dédiées du site web d'Eurostat

Commerce extérieur

Données Internet

Données agrégées du commerce extérieur

Commerce extérieur: indicateurs à long terme

Part de l'Union européenne dans le commerce mondial

Commerce international (valeurs et autres indicateurs) de l'UE et des principaux pays tiers par produits CTIC 1-digit

Commerce avec l'Union européenne

Commerce extra-UE par principaux pays partenaires

Commerce extra-UE de produits agro-alimentaires (CTIC 0+1) par principaux pays partenaires

Commerce extra-UE de matières premières (CTIC 2+4), par principaux pays partenaires

Commerce extra-UE de combustibles minéraux, de lubrifiants et de produits connexes (CTIC 3) par principaux pays partenaires

Commerce extra-UE de produits chimiques et de produits connexes (CTIC 5) par principaux pays partenaires

Commerce extra-UE d'articles manufacturés (CTIC 6+8) par principaux pays partenaires

Commerce extra-UE de machines et de matériel de transport (CTIC 7) par principaux pays partenaires

Commerce extra-Eurozone par principaux pays partenaires

Commerce international des pays candidats

Commerce extérieur: indicateurs à court terme

Tableau 8.4: Principaux acteurs du commerce mondial de biens

(en milliards d'euros)

	Exportations				Importations				Solde			
	1991	1996	2001	2006	1991	1996	2001	2006	1991	1996	2001	2006
EU-27 (1)	:	:	885	1 157	:	:	979	1 350	:	:	-94	-193
EU-15 (2)	403	626	986	1 310	472	581	1 028	1 430	-68	45	-43	-120
Norvège	27	39	66	97	21	27	37	51	7	12	29	46
Suisse	50	63	92	118	54	62	94	113	-4	1	-2	5
Canada	102	159	291	309	95	134	247	279	7	25	44	30
Chine (à l'exclusion de Hong Kong)	:	119	297	772	:	109	272	630	:	10	25	141
Japon	254	324	450	515	191	275	390	461	63	49	60	54
Etats-Unis	340	490	816	826	411	644	1 318	1 528	-71	-153	-501	-702

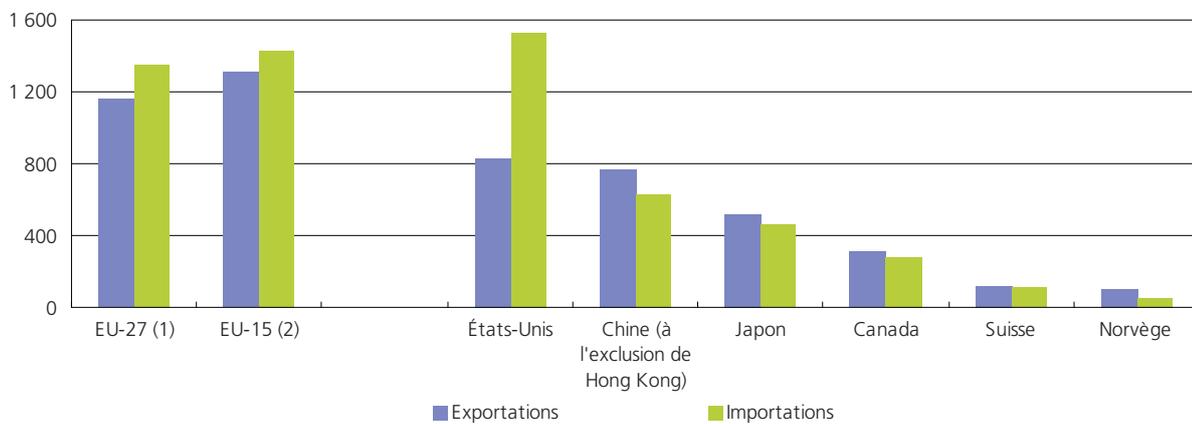
(1) Extra EU-27.

(2) Extra EU-15.

Source: Eurostat (ext_lt_intertrd)

Figure 8.4: Principaux acteurs du commerce mondial de biens, 2006

(en milliards d'euros)



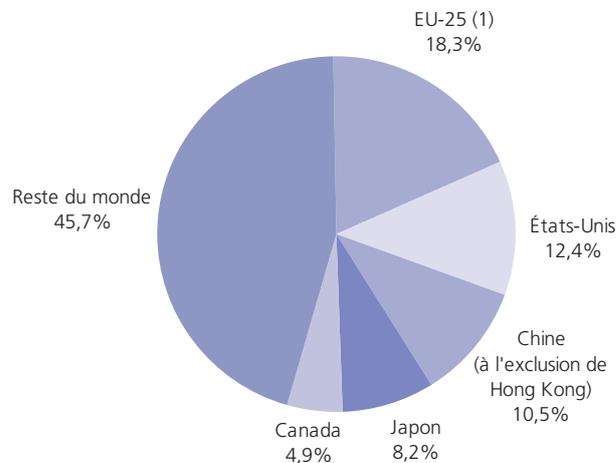
(1) Extra EU-27.

(2) Extra EU-15.

Source: Eurostat (ext_lt_intertrd)

Figure 8.5: Parts dans le marché mondial des exportations de biens, 2005

(en % des exportations mondiales)



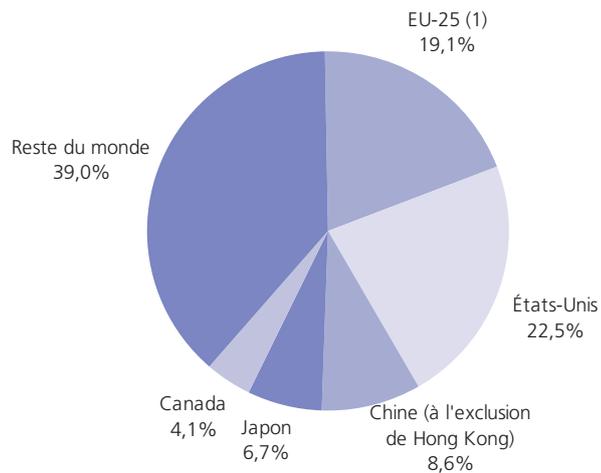
(1) Extra EU-25.

Source: Eurostat (tet00018)

Le calcul des pourcentages se base sur un commerce mondial évalué en excluant le commerce intra-communautaire de l'EU-25.

Figure 8.6: Parts dans le marché mondial des importations de biens, 2005

(en % des importations mondiales)

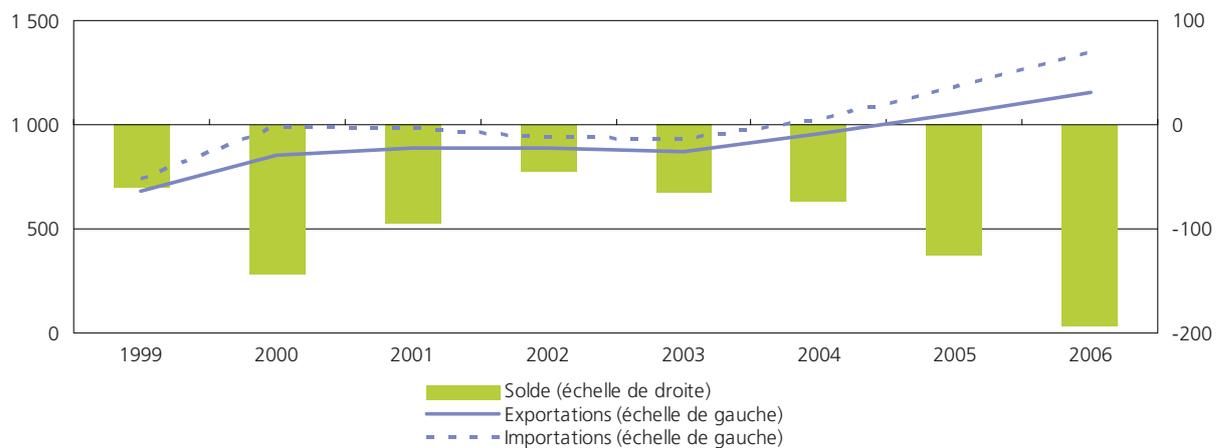


(1) Extra EU-25.

Source: Eurostat (tet00018)

Figure 8.7: Évolution du commerce international de biens dans l'EU-27 (1)

(en milliards d'euros)



(1) Extra EU-27.

Source: Eurostat (ext_lt_intertrd)

Tableau 8.5: Commerce international de biens

(en milliards d'euros)

	Exportations			Importations			Solde	
	2005	2006	Croissance	2005	2006	Croissance	2005	2006
			2005-2006 (en %)			2005-2006 (en %)		
EU-27 (1)	1 053,2	1 157,2	9,9	1 179,9	1 350,2	14,4	-126,7	-193,0
Belgique	268,8	292,2	8,7	256,2	280,3	9,4	12,6	11,9
Bulgarie	9,2	11,7	26,9	12,5	15,3	22,5	-3,3	-3,6
République tchèque	62,8	75,7	20,6	61,5	74,2	20,7	1,3	1,5
Danemark	68,4	73,9	8,0	60,8	68,7	13,1	7,7	5,2
Allemagne	780,4	885,6	13,5	624,6	723,7	15,9	155,8	161,9
Estonie	6,2	7,5	21,8	8,2	10,6	29,0	-2,0	-3,0
Irlande	88,1	88,4	0,3	55,1	58,0	5,2	33,0	30,4
Grèce	13,8	16,6	20,3	43,5	50,3	15,8	-29,6	-33,7
Espagne	154,9	163,6	5,7	232,1	252,0	8,6	-77,3	-88,4
France	372,5	390,6	4,8	405,2	426,0	5,1	-32,7	-35,5
Italie	299,9	327,0	9,0	309,3	348,3	12,6	-9,4	-21,3
Chypre	1,2	1,1	-9,3	5,1	5,5	8,7	-3,9	-4,5
Lettonie	4,2	4,9	18,1	7,0	9,2	31,2	-2,8	-4,3
Lituanie	9,5	11,2	18,4	12,5	15,4	23,1	-3,0	-4,1
Luxembourg	15,1	18,2	20,5	17,6	21,2	20,6	-2,5	-3,0
Hongrie	50,6	59,3	17,3	53,5	61,3	14,6	-2,9	-2,0
Malte	1,8	2,1	15,8	2,9	3,2	9,7	-1,1	-1,1
Pays-Bas	326,6	368,3	12,7	292,4	331,7	13,4	34,2	36,6
Autriche	100,6	111,8	11,1	102,3	111,7	9,2	-1,7	0,1
Pologne	71,9	87,9	22,2	81,7	100,3	22,8	-9,8	-12,5
Portugal	30,7	34,5	12,5	49,2	53,1	7,9	-18,5	-18,6
Roumanie	22,3	25,9	16,1	32,6	40,7	25,1	-10,3	-14,9
Slovénie	15,5	18,5	19,7	16,4	19,2	17,4	-0,9	-0,7
Slovaquie	25,8	33,2	29,0	28,5	36,5	28,4	-2,7	-3,3
Finlande	53,1	61,4	15,6	47,4	54,9	15,7	5,7	6,5
Suède	104,7	117,4	12,1	89,6	100,9	12,7	15,2	16,4
Royaume-Uni	309,0	357,8	15,8	412,9	485,3	17,5	-103,9	-127,5

(1) Extra EU-27.

Source: Eurostat (tet00002)

Tableau 8.6: Contribution au commerce de biens extra-EU-27, 2006

	Exportations		Importations		Balance commerciale (en milliards d'euros)
	(en milliards d'euros)	Part de l'EU-27 (en %)	(en milliards d'euros)	Part de l'EU-27 (en %)	
EU-27	1 157,2	100,0	1 350,2	100,0	-193,0
Belgique	68,2	5,9	79,0	5,8	-10,8
Bulgarie	4,8	0,4	6,0	0,4	-1,2
République tchèque	10,9	0,9	14,5	1,1	-3,6
Danemark	21,4	1,9	19,3	1,4	2,2
Allemagne	321,1	27,8	262,3	19,4	58,9
Estonie	2,6	0,2	2,7	0,2	-0,2
Irlande	32,1	2,8	18,4	1,4	13,7
Grèce	6,1	0,5	21,5	1,6	-15,3
Espagne	47,3	4,1	98,3	7,3	-51,0
France	135,8	11,7	132,6	9,8	3,2
Italie	129,6	11,2	150,2	11,1	-20,6
Chypre	0,3	0,0	1,7	0,1	-1,4
Lettonie	1,4	0,1	2,2	0,2	-0,8
Lituanie	4,1	0,4	5,8	0,4	-1,7
Luxembourg	1,9	0,2	6,3	0,5	-4,4
Hongrie	12,5	1,1	18,6	1,4	-6,1
Malte	1,1	0,1	1,0	0,1	0,0
Pays-Bas	76,0	6,6	166,8	12,4	-90,7
Autriche	30,6	2,6	22,2	1,6	8,5
Pologne	18,6	1,6	27,4	2,0	-8,9
Portugal	7,8	0,7	12,9	1,0	-5,1
Roumanie	7,7	0,7	14,9	1,1	-7,3
Slovénie	5,8	0,5	4,3	0,3	1,6
Slovaquie	4,4	0,4	8,9	0,7	-4,5
Finlande	26,2	2,3	19,8	1,5	6,4
Suède	46,8	4,0	30,5	2,3	16,2
Royaume-Uni	132,3	11,4	202,3	15,0	-70,0

Source: Eurostat (ext_lt_intratrd)

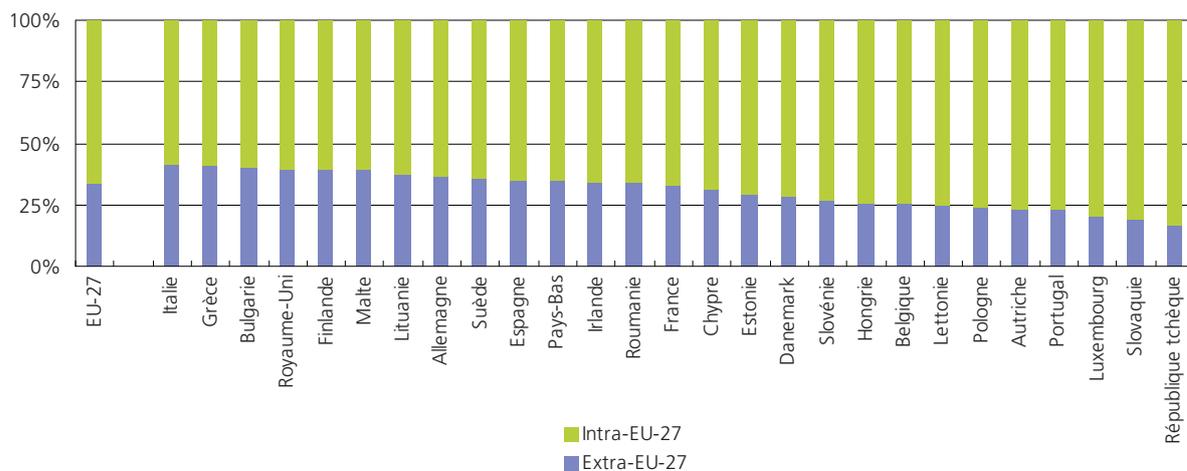
Tableau 8.7: Contribution au commerce de biens intra-EU-27, 2006

	Exportations		Importations		Balance commerciale (en milliards d'euros)
	(en milliards d'euros)	Part de l'EU-27 (en %)	(en milliards d'euros)	Part de l'EU-27 (en %)	
EU-27	2 489,1	100,0	2 407,4	100,0	81,7
Belgique	224,1	9,0	201,4	8,4	22,7
Bulgarie	6,9	0,3	9,3	0,4	-2,4
République tchèque	64,8	2,6	59,8	2,5	5,0
Danemark	52,4	2,1	49,5	2,1	3,0
Allemagne	564,5	22,7	461,4	19,2	103,1
Estonie	5,0	0,2	7,8	0,3	-2,9
Irlande	56,3	2,3	39,6	1,6	16,7
Grèce	10,5	0,4	28,9	1,2	-18,4
Espagne	116,3	4,7	153,8	6,4	-37,4
France	254,7	10,2	293,4	12,2	-38,7
Italie	197,4	7,9	198,2	8,2	-0,7
Chypre	0,8	0,0	3,8	0,2	-3,0
Lettonie	3,6	0,1	7,0	0,3	-3,5
Lituanie	7,1	0,3	9,6	0,4	-2,5
Luxembourg	16,3	0,7	14,9	0,6	1,4
Hongrie	46,9	1,9	42,8	1,8	4,1
Malte	1,1	0,0	2,2	0,1	-1,1
Pays-Bas	292,2	11,7	164,9	6,8	127,3
Autriche	81,2	3,3	89,6	3,7	-8,4
Pologne	69,3	2,8	72,9	3,0	-3,6
Portugal	26,7	1,1	40,2	1,7	-13,4
Roumanie	18,2	0,7	25,8	1,1	-7,7
Slovénie	12,7	0,5	14,9	0,6	-2,3
Slovaquie	28,9	1,2	27,7	1,1	1,2
Finlande	35,2	1,4	35,0	1,5	0,1
Suède	70,6	2,8	70,4	2,9	0,2
Royaume-Uni	225,5	9,1	283,0	11,8	-57,5

Source: Eurostat (ext_lt_intratrd)

Figure 8.8: Commerce de biens intra- et extra-EU-27, 2006

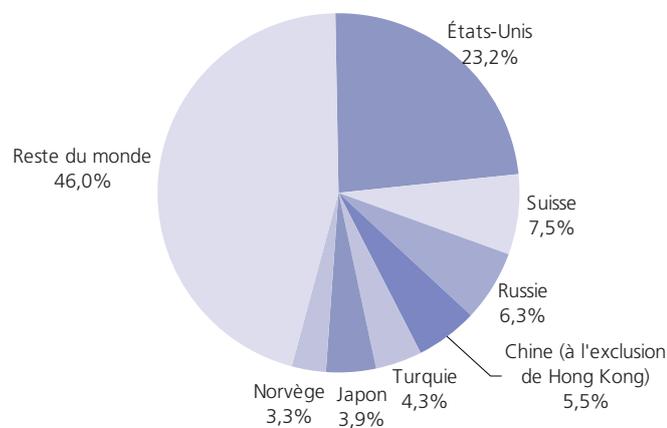
(en % du commerce total)



Source: Eurostat (ext_lt_intratrd)

Figure 8.9: Principaux partenaires commerciaux pour les exportations de biens de l'EU-27, 2006

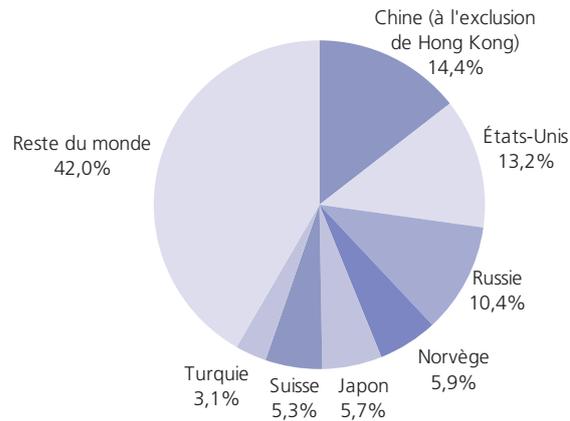
(en % des exportations extra-EU-27)



Source: Eurostat (ext_lt_maineu)

Figure 8.10: Principaux partenaires commerciaux pour les importations de biens dans l'EU-27, 2006

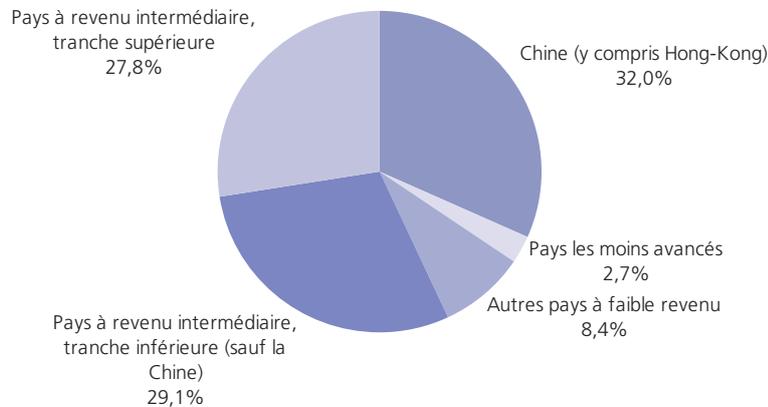
(en % des importations extra-EU-27)



Source: Eurostat (ext_It_maineu)

Figure 8.11: Importations de biens en provenance des pays en développement par catégorie de revenus, EU-27, 2006 (1)

(en %)



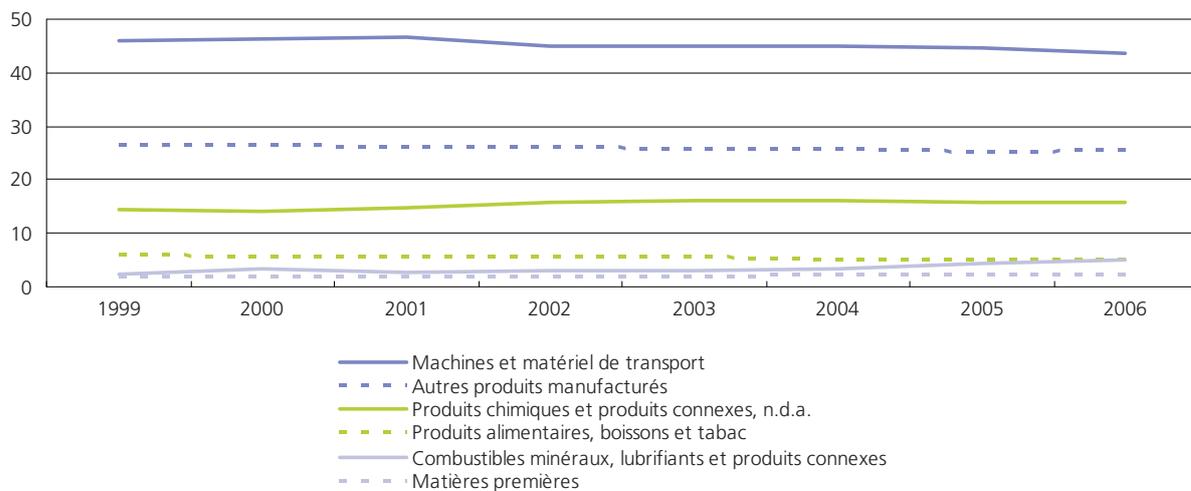
(1) Les importations de l'EU-27 en provenance des pays en développement ont été estimées à 646 000 millions d'euros en 2006.

Source: Eurostat (tsdgp210)

Les importations en provenance d'un pays non membre de l'Union européenne comprennent les marchandises qui entrent sur le territoire statistique de l'État membre et qui sont originaires d'un pays non membre de l'Union européenne. Ces dernières sont: 1) placées sous le régime douanier pour libération dans la libre circulation (marchandises qui seront consommées dans l'État membre importateur ou expédiées vers un autre État membre), immédiatement ou après une période en entrepôt douanier, ou 2) placées sous le régime douanier pour perfectionnement actif ou traitement sous contrôle douanier (généralement des marchandises destinées à être traitées, transformées ou réparées pour réexportation ultérieure) immédiatement ou après une période en entrepôt douanier. Les pays CAD (Comité d'aide au développement) font référence aux pays et territoires en développement de la partie I de la liste OCDE des bénéficiaires d'aide CAD pour lesquels il existe un objectif de longue date fixé par les Nations Unies et préconisant que 0,7 % du revenu national brut (RNB) des donateurs soit consacré à l' Aide Publique au Développement (APD).

Figure 8.12: Principaux biens exportés dans l'EU-27

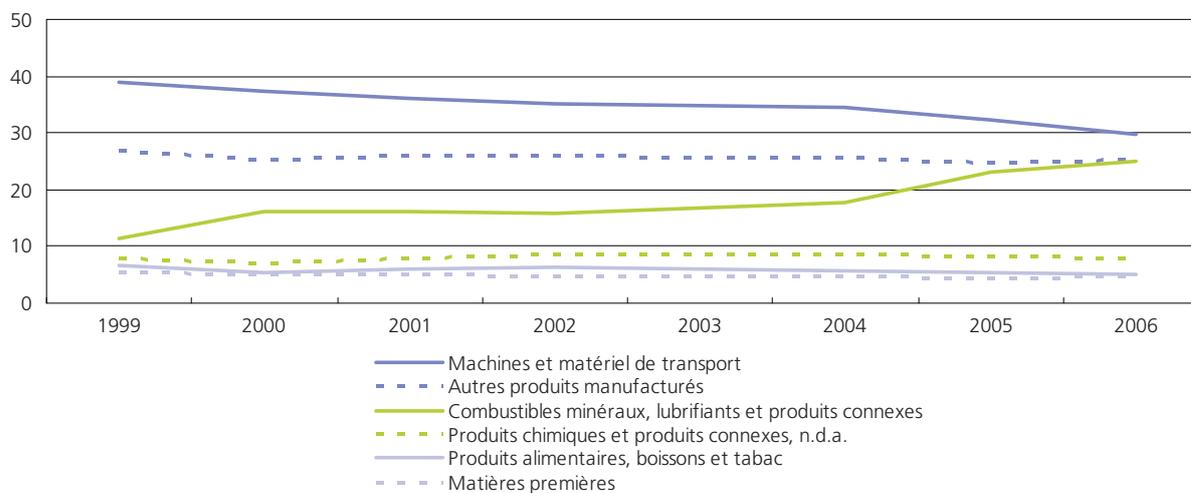
(en % des exportations extra-EU-27)



Source: Eurostat (ext_lt_intertrd)

Figure 8.13: Principaux biens importés dans l'EU-27

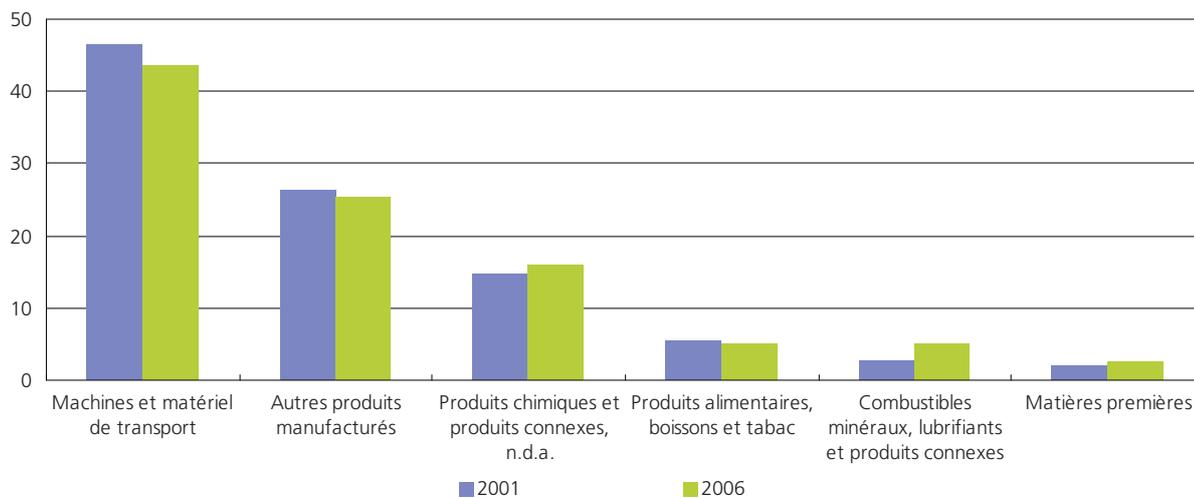
(en % des importations extra-EU-27)



Source: Eurostat (ext_lt_intertrd)

Figure 8.14: Principaux biens exportés dans l'EU-27

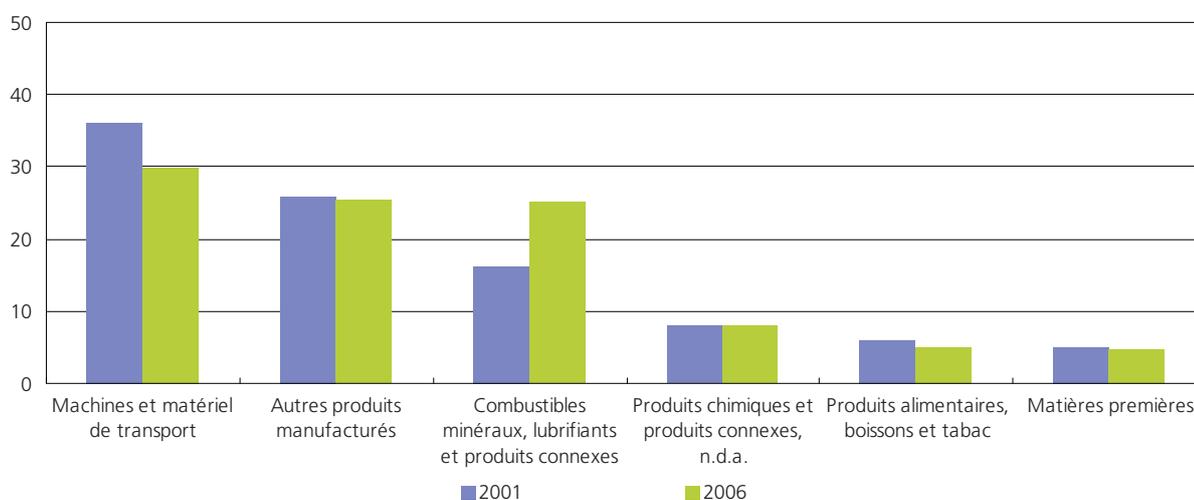
(en % des exportations extra-EU-27)



Source: Eurostat (ext_lt_intertrd)

Figure 8.15: Principaux biens importés dans l'EU-27

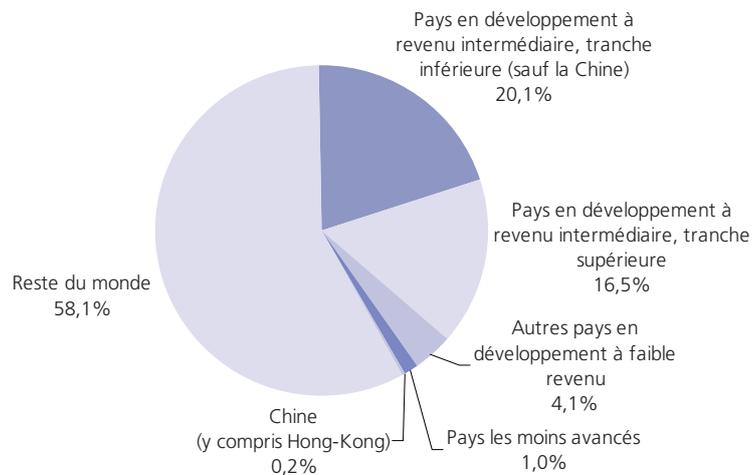
(en % des importations extra-EU-27)



Source: Eurostat (ext_lt_intertrd)

Figure 8.16: Importations de combustibles minéraux, de lubrifiants et de produits connexes dans l'EU-27, 2006 (1)

(en % de la catégorie de revenus du partenaire)

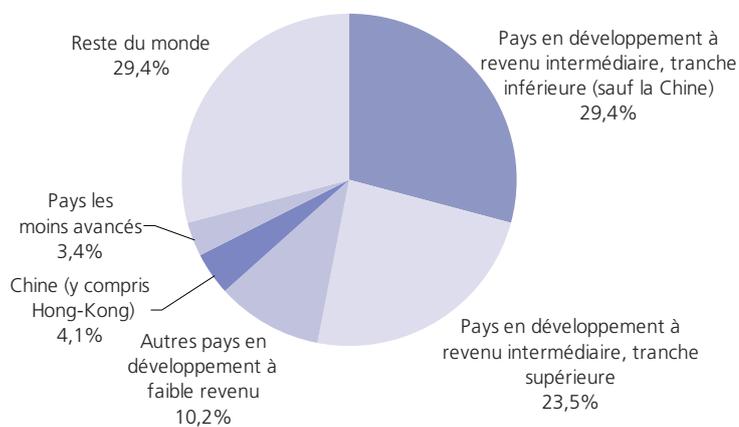


(1) Les importations en provenance des pays du Comité d'Aide au Développement (CAD) ont été estimées à 142 000 millions d'euros en 2006.

Source: Eurostat (Comext)

Figure 8.17: Importations de produits agricoles, de produits alimentaires, de boissons et de tabac dans l'EU-27, 2006 (1)

(en % de la catégorie de revenus du partenaire)

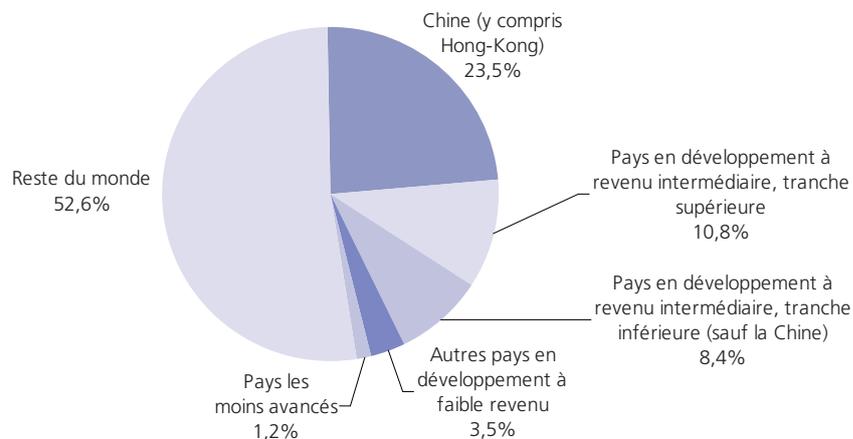


(1) Les importations en provenance des pays du Comité d'Aide au Développement (CAD) ont été estimées à 48 000 millions d'euros en 2006.

Source: Eurostat (Comext)

Figure 8.18: Importations de produits manufacturés dans l'EU-27, 2006 (1)

(en % de la catégorie de revenus du partenaire)



(1) Les produits manufacturés ne comprennent pas les produits alimentaires transformés, les boissons et le tabac, ni les combustibles minéraux, les lubrifiants et les produits connexes transformés. Les importations en provenance des pays du Comité d'Aide au Développement (CAD) ont été estimées à 403 000 millions d'euros en 2006.

Source: Eurostat (Comext)

Tableau 8.8: Importations de certains produits choisis en provenance des pays en développement dans l'EU-27

(million tonnes)

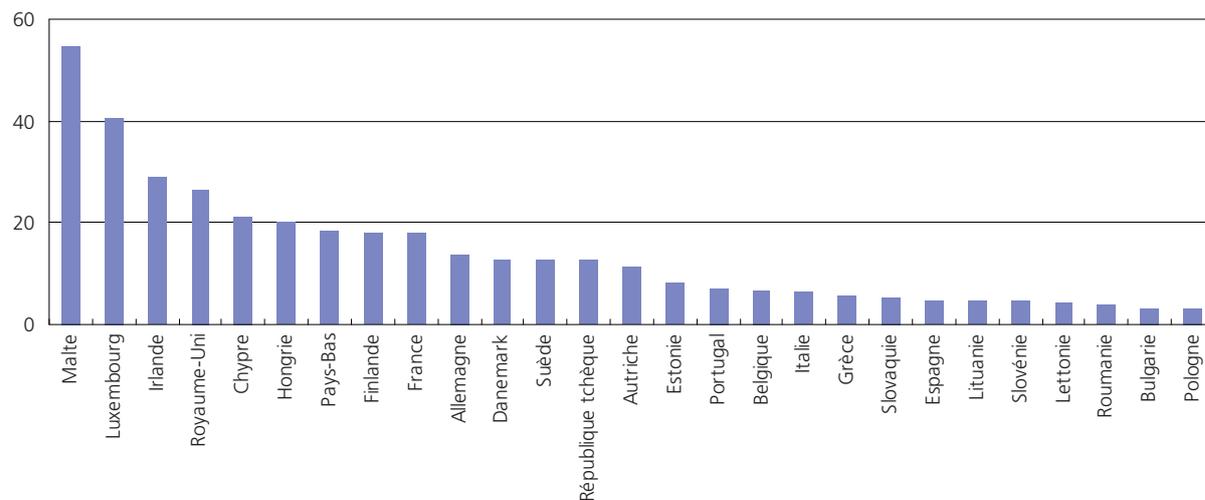
	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total des produits	717,9	714,1	742,4	775,9	799,6	831,8
Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales	435,7	425,1	438,4	445,7	467,6	479,4
Minerais, scories et cendres	115,0	116,7	121,5	134,6	132,5	131,7
Sel; soufre; terres et pierres; plâtres, chaux et ciments	36,2	38,0	42,7	47,0	48,3	50,5
Fer et acier	18,2	16,4	18,6	22,3	22,9	34,3
Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux	24,7	25,8	27,6	28,0	28,7	29,0
Bois et ouvrages en bois; charbon de bois	11,6	11,4	12,0	13,5	13,9	14,5
Graines et fruits oléagineux; graines, semences et fruits divers; plantes industrielles ou médicinales; paille et fourrage	13,4	12,6	13,1	11,8	12,4	12,2
Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons	8,7	8,9	9,7	9,8	10,5	11,0
Graisses et huiles animales ou végétales et produits de leur dissociation; graisses alimentaires élaborées; cires d'origine animale ou végétale	5,0	5,6	5,6	6,0	7,2	8,3
Céréales	6,1	10,0	6,6	7,0	6,2	6,7
Autres	43,3	43,6	46,6	50,2	49,4	54,2

Source: Eurostat (Comext)

Les données font référence aux statistiques commerciales concernant les chapitres suivants de la nomenclature combinée: 01 à 18, 23 à 27, 31 à 36, 39 à 41, 44 à 47, 50 à 53, 70 à 81.

Figure 8.19: Exportations de haute technologie, 2006

(% des exportations de produits de haute technologie dans les exportations totales)



Source: Eurostat (tsiir140)

Cet indicateur est calculé comme la part des exportations de tous les produits de haute technologie dans le total des exportations. Les produits de haute technologie sont définis comme la somme des produits suivants: aérospatiale, ordinateurs, machines de bureau, équipements électroniques, instruments, produits pharmaceutiques, machines électriques et armement. Les exportations totales de l'UE ne comprennent pas le commerce interne de l'UE.